



(<https://www.aefinfo.fr/agenda>)

Home (<https://www.aefinfo.fr>) | Social / RH (<https://www.aefinfo.fr/depeches/social-rh>) | Politiques de l'emploi (<https://www.aefinfo.fr/social-rh/politiques-de-l-emploi>) | Dépêche n°657590

L'intersyndicale appelle à la mobilisation "par la grève et la manifestation" le mardi 5 octobre 2021

Comme attendu, l'intersyndicale composée de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires et d'organisations de jeunesse appelle à une journée de mobilisation, mardi 5 octobre 2021, "pour [les] salaires, [les] emplois et [les] conditions de travail et d'études". L'objectif est de mettre à profit les semaines à venir pour mobiliser au-delà des seuls rangs militants et organiser "une rentrée sociale offensive", pour reprendre les termes de Catherine Perret (CGT).



Frédéric Souillot (FO), Catherine Perret (CGT), Murielle Guilbert (Solidaires) et Benoît Teste (FSU) au siège de la CGT, lundi 30 août 2021. jl - jl
 "Il ne s'agit pas d'organiser une journée de témoignages. Il n'est pas question de tolérer de nouvelles contre-réformes ; nous voulons des conquêtes sociales", avertit Catherine Perret (CGT), à l'issue d'une réunion intersyndicale, lundi 30 août 2021. Dans la droite ligne de la précédente réunion du 1er juillet dernier, la CGT, FO, la FSU, l'Union syndicale Solidaires et les organisations de jeunesse (1) "appellent les femmes et les hommes de toutes les professions, les jeunes, les retraités à se mobiliser, le 5 octobre, par la grève et les manifestations, pour obtenir de meilleurs salaires, pour leurs emplois et leurs droits et une meilleure protection sociale".

au-delà des seuls militants

"On s'attache à préparer la mobilisation suffisamment en amont" pour permettre aux organisations sectorielles et territoriales de construire au plus près du terrain, résume Benoît Teste (FSU). "L'idée est de mobiliser plus largement que les seuls militants", ajoute Frédéric Souillot (FO). "Une des clés pour une mobilisation réussie est de se donner le temps pour convaincre les salariés", abonde Murielle Guilbert (Solidaires). L'enjeu pour les organisations syndicales est de mobiliser au-delà de leurs seuls militants et réunir plus de monde que lors des dernières journées du début de l'année. Et de réaffirmer leurs positions en amont de la série de bilatérales qui se tiendront les 1er et 2 septembre à Matignon.

Les organisations signataires "exigent" notamment "l'augmentation des salaires", "l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage" ou encore "la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois". De plus, elles appellent à "l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives" ou encore à "la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens". "Nous avons à cœur d'inscrire le service public dans la liste des revendications", revient Benoît Teste (FSU). "Ce n'est pas qu'une question qui doit être portée par les agents publics, elle doit être portée par tout le monde car cette question est celle du modèle social que l'on défend", ajoute-t-il.

"urgence" des augmentations salariales

"Le gouvernement ne peut pas verser 80 milliards d'euros d'aides aux entreprises et ne pas entendre les revendications salariales. C'est par la mobilisation que cela peut changer", explique Catherine Perret (CGT). "Le ministère de l'Économie dit qu'il est possible d'augmenter les salaires, nous l'exigeons", abonde Frédéric Souillot (FO). Ainsi, les organisations "affirment l'urgence d'augmenter le Smic et les grilles de classifications, le point d'indice de la fonction publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études".

Les organisations syndicales "s'opposent à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour accélérer la remise en cause des droits et des acquis des salariés et des jeunes". "L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salariés", ajoutent-elles, se gardant bien de prendre position sur les mouvements anti passe sanitaire qui se mobilisent depuis le milieu de l'été. Interrogé sur ce point, Frédéric Souillot répond que durant la réunion intersyndicale, n'ont été abordés, "que de sujets syndicaux".

"agir plutôt que subir"

"L'idée est de donner envie et de penser un peu agir plutôt que subir", résume Murielle Guilbert (Solidaires).

Reste à savoir si les organisations parviendront à trouver leur place dans un contexte encore marqué par la crise sanitaire et à l'approche de la séquence politique de l'élection présidentielle. Quoiqu'il en soit, l'intersyndicale prévoit d'ores et déjà de se retrouver à l'issue de la mobilisation du 5 octobre pour décider des suites à donner en septembre.

une CFE-CGC "très attachée" à demeurer dans l'intersyndicale

Non-signataire du communiqué commun, la CFE-CGC demeure pleinement dans l'intersyndicale. "Nous sommes très attachés à maintenir ce dialogue et à partager nos analyses", explique Gérard Mardiné, le secrétaire général de la confédération. Si l'organisation partage l'analyse de la situation économique et sociale et les revendications, "nous n'avons pas tous le même mandat en ce qui concerne les modalités d'action", précise-t-il.

(1) Unef, Fidl, UNL et MNL.

Dialogue social (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21299>) Pouvoirs publics (<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21357>) Réformes

(<https://www.aefinfo.fr/rubrique/21297>)

CONTACTER LE JOURNALISTE



SUIVRE CE SUJET



@AEFSOCIAL_RH ([HTTPS://TWITTER.COM/@AEFSOCIAL_RH](https://twitter.com/AEFSOCIAL_RH))

Dépêche n° 657590 4 min de lecture

Par Jérôme Lepeyre Publiée le 31/08/2021 à 09h11

À LIRE AUSSI

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/655045-la-situation-sanitaire-ne-doit-pas-etre-utilisee-pour-accelerer-la-remise-en-cause-des-droits-intersyndicale>)

POLITIQUES DE L'EMPLOI



"La situation sanitaire ne doit pas être utilisée pour accélérer la remise en cause des droits" (intersyndicale)

(<https://www.aefinfo.fr/depeche/655045-la-situation-sanitaire-ne-doit-pas-etre-utilisee-pour-accelerer-la-remise-en-cause-des-droits-intersyndicale>)

LIRE LA SUITE ([HTTPS://WWW.AEFINFO.FR/DEPECHE/655045-LA-SITUATION-SANITAIRE-NE-DOIT-PAS-ETRE-UTILISEE-POUR-ACCELERER-LA-REMISE-EN-CAUSE-DES-DROITS-INTERSYNDICALE](https://www.aefinfo.fr/depeche/655045-la-situation-sanitaire-ne-doit-pas-etre-utilisee-pour-accelerer-la-remise-en-cause-des-droits-intersyndicale))